

<https://divergences.be/spip.php?article4454>



Renaissance de la Liste arabe commune...

- Aujourd'hui - 2026 - Février 2026 -

Date de mise en ligne : jeudi 29 janvier 2026

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Origine [+972mag](#) 28 janvier 2026

Ce que la renaissance de la Liste commune signifie pour la politique palestinienne en Israël

Au-delà des calculs électoraux, la réunification des partis arabes est un pas vers la reconstruction de l'infrastructure politique et la lutte contre la fragmentation sociale.

Pour les Palestiniens vivant en Israël, la semaine dernière a marqué un point de rupture collectif. Tout a commencé lorsque Ali Zbeedat, propriétaire d'une chaîne de magasins d'alimentation dans la ville de Sakhnin, au nord du pays, a fermé ses commerces lundi dernier pour protester contre une tentative d'extorsion de la part de gangs criminels. Au cours des jours suivants, l'acte de défi de Zbeedat a déclenché des grèves coordonnées dans des dizaines de localités arabes, où les habitants en ont également assez d'être abandonnés par l'État face à l'épidémie de crime organisé.

[<https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH266/f260122mg018-6e7d8.jpg>]

Les citoyens palestiniens d'Israël organisent une manifestation massive contre l'épidémie de violence criminelle et la négligence de l'État, à Sakhnin, dans le nord d'Israël, le 22 janvier 2026.

L'escalade a culminé jeudi dernier avec une manifestation de masse à Sakhnin, où environ 50 000 personnes sont descendues dans la rue, ce qui constitue la plus grande mobilisation de citoyens palestiniens depuis des années.

Cette série d'événements a généré un élan politique exceptionnel. Quelques heures seulement après la manifestation, sous la pression soutenue de l'opinion publique, les dirigeants des quatre principaux partis arabes israéliens – Hadash, Balad, Ta'al et Ra'am – ont rencontré les responsables des autorités locales et signé un bref document symbolique portant le logo de la municipalité de Sakhnin. Dans ce document, ils ont exprimé leur intention de relancer la Liste commune avant les élections de cette année, l'alliance électorale historique formée il y a dix ans qui visait à surmonter les divisions idéologiques et les rivalités interpersonnelles entre les dirigeants fragmentés de la communauté, mais qui s'est effondrée en 2022.

Il s'agit d'un événement historique dans un contexte politique instable. Avant même la publication des sondages évaluant la force électorale de la Liste commune – qui prédisent qu'elle pourrait remporter 15 à 16 des 120 sièges de la Knesset, ce qui en ferait la troisième force politique israélienne –, la demande populaire en faveur de l'unité laisse entrevoir la possibilité d'une participation électorale sans précédent dans la société arabe.

Les médias israéliens ont qualifié le renouvellement de la Liste commune de « drame dans le système politique », et à juste titre. Un tel scénario modifierait l'équilibre entre les blocs opposés et obligerait les partis sionistes de tous bords – des démocrates de centre-gauche de Yair Golan au Likoud du Premier ministre Benjamin Netanyahu – à recalibrer leurs stratégies.

Comme on pouvait s'y attendre, les images des dirigeants des partis arabes se tenant la main ont déclenché une vague d'incitation de la part des politiciens et des commentateurs de droite. Lorsque les élections approcheront, Netanyahu ralliera sans aucun doute sa base en reprenant la rhétorique raciste qu'il a utilisée lors de la campagne de 2015, avertissant que « les Arabes se rendent en masse aux urnes ».

Pourtant, le retour de la Liste commune ne doit pas être compris exclusivement à travers le prisme de l'arithmétique

électorale. Aujourd'hui, les citoyens palestiniens d'Israël se trouvent de plus en plus isolés, pris entre les organisations criminelles et la droite messianique. À ce titre, cette annonce doit être considérée comme s'inscrivant dans une campagne plus large visant à reconstruire l'infrastructure politique palestinienne et à organiser le potentiel, seul antidote à l'aggravation de la désintégration sociale et à la persécution de l'État.

Désintégration totale de l'État

Le jour où des dizaines de milliers de manifestants arabes ont envahi les rues de Sakhnin, deux informations ont donné un aperçu révélateur de la direction prise par les institutions étatiques israéliennes, et surtout par la police.

L'une concernait le retard prolongé dans l'enquête sur la ministre de l'Égalité sociale et de l'Autonomisation des femmes, May Golan, députée du Likoud, malgré des preuves substantielles de corruption. L'autre concernait l'annulation de la condamnation de Meir Suissa, un policier reconnu coupable d'avoir lancé des grenades assourdissantes sur des manifestants opposés à la réforme judiciaire en 2023. Ben Gvir avait dénoncé le jugement initial et cherchait depuis à promouvoir Suissa au grade de commissaire principal.

Ces derniers mois ont été marqués par d'innombrables développements similaires. La simultanéité des crises et des guerres empêche le public de prendre conscience de l'ampleur des changements qui se produisent au plus haut niveau du pouvoir. Le gouvernement Netanyahu a réussi à s'emparer des institutions de l'État grâce à des nominations politiques, à l'intervention directe des ministres et à l'intimidation systématique des hauts fonctionnaires.

Du Likoud à l'Otzma Yehudit de Ben Gvir, les partis au pouvoir ont œuvré sans relâche pour intégrer des fidèles au sein de ces institutions et dans tous les ministères – Justice, Transports, Éducation – ainsi que dans l'armée et le Shin Bet, les services de sécurité intérieure israéliens.

Les manifestations publiques d'affection entre les policiers et Ben Gvir, qu'il s'agisse d'applaudissements, d'accolades ou de gestes publics d'allégeance lors de conférences de police, s'inscrivent dans une tendance qui a précédé sa nomination au poste de ministre, mais qui n'a fait que s'accroître depuis.

Pendant le mandat de l'ancien commissaire de police Kobi Shabtai, et surtout depuis l'entrée de Ben Gvir au gouvernement, il y a eu une vague de départs à la retraite anticipée, notamment de commissaires et de chefs de police expérimentés qui avaient acquis une expertise institutionnelle au fil des ans. Ces départs ont été perçus par le public comme marginaux, mais leur importance était grande.

Il est vrai, bien sûr, que la police n'a jamais excellé dans la lutte contre la criminalité au sein des communautés palestiniennes en Israël et qu'elle a longtemps réprimé nos libertés. Pourtant, il existait au moins un engagement résiduel envers les normes procédurales et administratives ; aujourd'hui, ce cadre minimal a disparu.

Au début du mois, sous prétexte d'un cheval volé, la police a transformé le village bédouin de Tarabin Al-Sana en zone de guerre et a finalement tué un père de six enfants devant sa famille. Cela aussi était une manifestation de la faiblesse institutionnelle : une force de police incapable de résoudre les crimes et donc de plus en plus dépendante de la force excessive et des punitions collectives, des pratiques bien connues depuis des décennies d'occupation en Cisjordanie et à Gaza.

La mort de deux nourrissons juifs ultra-orthodoxes dans une crèche la semaine dernière a fourni une preuve supplémentaire de l'effondrement d'un État fonctionnel. Cet incident aurait dû secouer le pays, mais au lieu de cela,

l'affaire a disparu de l'attention du public en l'espace de deux jours.

Mais c'est peut-être la recrudescence des meurtres dans la société arabe qui est l'indicateur le plus clair de l'effondrement de l'État. Et c'est dans ce vide que s'engouffre la droite messianique israélienne.

Des citoyens palestiniens d'Israël organisent une manifestation de masse contre l'épidémie de violence criminelle et la négligence de l'État, à Sakhnin, dans le nord d'Israël, le 22 janvier 2026. (Michael Giladi/Flash90)

Dans une vidéo récemment publiée sur ses réseaux sociaux, le ministre des Finances Bezalel Smotrich a affirmé que la réponse à la criminalité organisée dans les communautés arabes d'Israël consistait à étendre les colonies juives, établissant un parallèle direct avec la Cisjordanie. « Dans le Néguev, les Bédouins tentent de régner, de semer le chaos, de percevoir des droits de protection... délinquance, criminalité et armes illégales », a-t-il averti. « Nous comprenons que la clé de la sécurité réside dans la colonisation. Comme en Judée-Samarie, le gouvernement a créé aujourd'hui cinq nouvelles colonies juives dans le Néguev, qui viennent s'ajouter à six autres. C'est ainsi que nous rétablissons la sécurité pour les habitants du Néguev. »

Le « plan décisif » de Smotrich de 2017 – un projet visant à « mettre fin » au conflit israélo-palestinien en forçant les Palestiniens à renoncer à leurs aspirations nationales ou à émigrer à l'étranger – semble de plus en plus façonner notre réalité, sa logique ne se limitant plus à la Cisjordanie et à Gaza, mais s'étendant désormais également à l'intérieur du pays. Il marque une nouvelle étape vers un régime d'apartheid consolidé.

Construire le pouvoir par la base

C'est dans ce contexte que les appels à la renaissance de la Liste commune sont devenus pressants. Créée à l'origine en 2015, elle était une réaction à la fois au relèvement du seuil électoral (une mesure visant délibérément à menacer la survie des petits partis) et à la pression publique croissante parmi les Palestiniens d'Israël en faveur de l'unité politique. La Liste commune a rassemblé des forces qui s'étaient longtemps tenues à l'écart, notamment les communistes, les nationalistes et les islamistes.

Cette expérience s'est avérée fragile. La liste s'est fracturée en 2019, lors du premier des cinq cycles électoraux organisés entre 2019 et 2022. Bien qu'elle ait été reconstituée lors des deux élections suivantes et ait atteint un pic sans précédent de 15 sièges à la Knesset, l'élan s'est essoufflé lorsque Ra'am s'est séparé lors des quatrième et cinquième tours, entraînant une crise prolongée au sein de la direction politique arabe.

Face à cette histoire de fragmentation et à la situation politique actuelle, la réunification de la Liste commune laisse entrevoir un potentiel latent dans la société palestinienne en Israël.

Les citoyens palestiniens d'Israël organisent une manifestation de masse contre l'épidémie de violence criminelle et la négligence de l'État, à Sakhnin, dans le nord d'Israël, le 22 janvier 2026. (Michael Giladi/Flash90)

Même si la coalition actuelle de Netanyahu perd le pouvoir et est remplacée par une autre, il sera difficile d'inverser la tendance au fascisme. Les changements structurels – notamment l'affaiblissement systématique du pouvoir judiciaire israélien et du statut du conseiller juridique du gouvernement – ont été mis en œuvre de manière trop profonde.

Toutefois, si les Palestiniens d'Israël parviennent à s'organiser politiquement et socialement, ils seront peut-être mieux armés pour faire face aux conséquences difficiles de l'effondrement institutionnel et à la création délibérée du

chaos dans leurs rues comme moyen de les contrôler. Et à la suite de la manifestation historique de Sakhnin, on peut espérer que la société arabe trouvera des moyens de surmonter ses divisions internes et de former de larges coalitions, notamment des partenariats avec des organisations et des militants juifs de gauche.

De telles alliances pourraient voir le jour aux niveaux les plus élémentaires de la vie sociale, depuis les comités de parents et les groupes de quartier jusqu'aux organisations de travailleurs, de médecins, d'avocats et de chefs d'entreprise.

Il est important de noter que des modèles de ce type existent déjà dans la sphère civique palestinienne en Israël. Ils vont des comités populaires dans les villes arabes aux associations orthodoxes qui servent les communautés chrétiennes depuis les années 1920. À Jaffa, par exemple, le Conseil islamique, créé en 1988, fonctionne selon le principe d'une large participation communautaire : les habitants élisent des représentants qui travaillent dans les domaines social, politique et éducatif. Ces initiatives favorisent des formes d'engagement civique qui ne dépendent pas des institutions étatiques.

Une liste commune reconstituée à partir de la base, ancrée dans le renforcement de la communauté et de nouvelles formes d'organisation politique, pourrait attirer beaucoup plus de personnes vers la politique. Elle pourrait également offrir un modèle pour la société israélienne dans son ensemble, qui connaît elle-même un processus parallèle de fragmentation sociale. La réunification de la liste nous offre une occasion historique de traduire l'unité symbolique en transformation matérielle, et elle ne doit pas être manquée.